



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71321 CHALON-SUR-SAONE Cedex

Le 17 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ORANO MINING

2 route de Lavaugrasse
87250 Bessines-sur-Gartempe

Références : CP/MV/2024/C_068
Code AIOT : 0005401045

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2024 dans l'établissement ORANO MINING implanté Site de Bauzot Lieu-dit La Borne Pilot - Les Bauzots 71760 Issy-l'Évêque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANO MINING
- Site de Bauzot Lieu-dit La Borne Pilot - Les Bauzots 71760 Issy-l'Évêque
- Code AIOT : 0005401045
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a connu 3 périodes d'activités différentes :

- Exploitation minière en souterrain de 1950 à 1957,
- Stockage de déchets industriels de faible activité et de résidus miniers de 1958 à 1969,
- Exploitation minière à ciel ouvert d'août 1984 à septembre 1985.

Le site de stockage a été mis en place par le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) de 1958 à 1969 sur le carreau de la mine. Il ne reçoit plus de déchets. Il est aujourd'hui géré par Orano Mining (anciennement Compagnie Générale des Matières Nucléaires (COGEMA)).

Une visite d'inspection réalisée en 2017 avait permis de constater que l'aménagement de la couverture et des flancs du dépôt s'écartaient des orientations retenues par l'arrêté préfectoral du 4 juillet 1997. Des travaux s'avéraient nécessaires.

Le projet de réaménagement prévu par Orano consiste principalement en :

- un renforcement de la structure de la couverture du stockage, en mettant en place un système d'étanchéité multi-barrières au-dessus de la couverture existante, pour renforcer le confinement des déchets et la protection radiologique de l'environnement et de la population,
- une stabilisation du dôme de stockage par l'adoucissement des pentes sur les flancs du dépôt, avec déplacement des pieds de talus plus en aval vers l'extérieur par remblaiement, afin de garantir dans le temps le confinement des déchets et la protection radiologique de l'environnement et de la population,
- la création d'un système efficace de gestion des eaux de ruissellement sur le long terme considérant la nouvelle géométrie du dôme.

L'inspection du 27/02/2024 avait pour objectif de vérifier les conditions de lancement des travaux.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Radioactivité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Voies de circulation	AP Complémentaire du 04/09/2023, article 3.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Balises préventif et la mise en défens	AP Complémentaire du 04/09/2023, article 2.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 04/12/2023, article 4.2.2	Demande d'action corrective	30 jours
8	Eaux de ruissellement des surfaces en travaux	AP Complémentaire du 04/12/2023, article 4.3.4	Demande d'action corrective	15 jours
10	Surveillance des niveaux sonores	AP Complémentaire du 04/12/2023, article 8.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cellule de coordination de chantier	AP Complémentaire du 04/12/2023, article 2.1.2	Sans objet
2	Plan de gestion environnemental	AP Complémentaire du 04/09/2023, article 2.1.2	Sans objet
3	Accès à la voirie	AP Complémentaire du 04/09/2023, article 2.3.4	Sans objet
6	Mesures de suivi	AP Complémentaire du 04/09/2023, article 9.1.4	Sans objet
9	Surveillance des retombées de poussières	AP Complémentaire du 04/12/2023, article 8.2.3.1	Sans objet
11	Eaux de ruissellement sur les aires étanches	AP Complémentaire du 04/12/2023, article 4.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 27/02/2024 a permis de constater que l'organisation du chantier, le plan de surveillance environnementale et les mesures ERC mis en place étaient globalement conformes aux engagements de l'exploitant et aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4/12/2023 encadrant les travaux.

L'exploitant devra toutefois justifier :

- avoir pris les mesures suffisantes pour supprimer sinon limiter l'entraînement de boues sur la RD 25 par les véhicules quittant le site,
- avoir mis en place le dispositif de traitement des eaux de ruissellement évacuées dans la Noue comme il l'a prévu dans son dossier (mise en place de la botte de paille dans le casier prévu à cet effet),
- réalisé le déplacement des stations d'Arabettes selon le protocole validé par le Conservatoire Botanique National (CBN) du Bassin Parisien – Délégation Bourgogne,
- avoir planifié une nouvelle campagne de mesures des niveaux sonores, notamment pour inclure le point de contrôle situé au niveau de hameau de Verchère.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cellule de coordination de chantier

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/12/2023, article 2.1.2
Thème(s) : Autre, Organisation
Prescription contrôlée : Une cellule de coordination et de programmation de chantier est mise en place pour optimiser l'organisation technique du chantier et prendre en compte les contraintes environnementales. Cette cellule est composée d'un représentant du maître d'ouvrage, des représentants des

entreprises coordonnant les travaux et de personnes spécialisées dans la prise en compte des problèmes sanitaires, sécuritaires et environnementaux.
<p>Constats :</p> <p>Orano a présenté un document précisant l'organisation générale mise en place dans le cadre du chantier de réaménagement du site.</p> <p>Ce document précise le rôle de chaque intervenant (maîtrise d'ouvrage (MOA), maîtrise d'œuvre (MOE), entreprises de travaux, écologue) afin de prendre en compte les problèmes sanitaires, sécuritaires et environnementaux mais également le bon déroulement des travaux selon le cahier des charges établi (qualité des matériaux, stabilité, mise en œuvre...).</p> <p>La MOE est assurée par la société PHILAE assistée par EXASOL pour le suivi terrain du chantier, notamment le suivi de conformité avec les exigences de l'arrêté préfectoral encadrant les travaux.</p> <p>L'exploitant a présenté le compte-rendu rédigé par EXASOL suite à la visite de chantier du 20/02/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de gestion environnemental

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2023, article 2.1.2
Thème(s) : Autre, Organisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de gestion environnemental est mis en place avant le démarrage des travaux. Il comprend a minima, la mise en place des mesures prévues par le présent arrêté et le dossier de porter à connaissance qui devront être observées sur le chantier.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a rédigé un cahier des charges précisant les objectifs de la prestation attendue en matière de suivi environnemental.</p> <p><i>« L'objectif de la prestation est d'encadrer le chantier de réaménagement sur toute sa durée afin d'accompagner Orano Mining et les entreprises réalisatrices des travaux afin de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral et le respect des mesures ERC évoquées dans l'étude faune flore. Cette prestation comprend également les comptes-rendus des visites et des actions mises en œuvre durant le chantier. »</i></p> <p>Il est notamment attendu du prestataire qu'il fournisse les procédures nécessaires aux opérations pouvant impacter l'environnement, notamment le Schéma Organisationnel de la Protection et du Respect de l'Environnement (SOPRE).</p> <p>Un prestataire spécialisé (ECO-STRATEGIE) a été sélectionné sur la base d'une proposition technique et financière répondant au cahier des charges du maître d'ouvrage.</p> <p>Il y est indiqué qu'une note environnementale sera proposée aux entreprises qui devront s'engager sur le respect d'objectifs quantifiés. La rédaction de la note de respect de l'environnement (NRE) fait partie des tâches décrites dans le document précisant l'organisation générale mise en place dans le cadre du chantier de réaménagement du site. Elle a été rédigée en octobre 2023.</p> <p>L'exploitant a fourni les 3 compte-rendus de visite de chantier réalisée par ECO-STRATEGIE depuis le début des travaux. La première a été réalisée le 11 octobre 2023 et avait pour objectif le</p>

<p>contrôle des travaux de préparation (clôture amphibiens, mise en défens des arbres à préserver, drainage, déplacement arabelle...)</p> <p>Le suivi radiologique et les prélèvements dans le milieu (eaux, poussières) sont assurés par Orano. Le suivi de l'impact sonore est confié à EXASOL.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Accès à la voirie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2023, article 2.3.4
Thème(s) : Autre, Accès à la voirie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débouché des voies de desserte du chantier sur la voirie publique doit être signalé et ne pas créer de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un accès au chantier a été créé depuis la RD 25. Cette sortie est bien signalée. Il n'a pas été constaté d'évolution des profils de la chaussée ou de l'accotement.</p> <p>Un busage a été mis en place sous l'accès pour maintenir l'écoulement des eaux de la Noue.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Voies de circulation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2023, article 3.1.4
Thème(s) : Autre, Accès à la voirie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées, [...] - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation ; pour cela le lavage des roues des véhicules est assuré en cas de besoin,
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que les véhicules sortant du site entraînaient de la boue sur le RD 25 malgré le laveur de roues installé avant la sortie. La prescription n'était pas respectée.</p> <p>L'exploitant a indiqué lors de l'inspection qu'il envisageait de mettre en place un revêtement bi-couches sur la portion de piste en tout-venant entre le laveur et l'accès à la RN 25 sur laquelle les roues se rechargeaient en matériaux.</p> <p>Il a confirmé par courriel du 13 avril que ces travaux étaient prévus pour le 15 avril.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant d'adresser à l'inspection un descriptif des travaux et un justificatif de leur efficacité au regard de la prescription concernée (reportage photographique...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Balisage préventif et la mise en défens

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2023, article 2.3.4
Thème(s) : Autre, Préservation des enjeux environnementaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un balisage préventif et la mise en défens :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des zones humides, • la zone de présence de la Montie des fontaines localisée dans la Noue (zone humide), • des deux stations de Trèfles souterrains, • des deux stations d'Arabette glabre, • des zones où sont déplacés les pieds d'Arabette glabre, • les arbres à gîtes des chiroptères et de la Lucane cerf-volant, <p>sont réalisés avant le démarrage des travaux, conformément au plan « Synthèse des enjeux » de l'annexe 5.</p> <p>Le déplacement des pieds d'Arabette glabre doit intervenir au printemps pendant la phase 2. Le protocole de déplacement des pieds d'Arabette glabre et la localisation du site de replantation doivent avoir été préalablement validés par le Conservatoire Botanique National (CBN) du Bassin Parisien – Délégation Bourgogne.</p> <p>Une barrière anti-amphibiens sera posée en périphérie de la zone des travaux selon les recommandations de l'écologue chargé du suivi des travaux. Son implantation devra assurer le maintien de la circulation des individus entre leurs sites de reproduction et leurs sites de repos et d'hivernage.</p>
<p>Constats :</p> <p>La zone de travaux est délimitée et clôturée. Pour la phase actuelle, elle n'inclut pas le dôme et les talus du stockage. A l'intérieur de la zone de travaux, il a pu être constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la mise en défens de la zone humide (Noue), • la mise en défens des arbres à gîtes ou d'intérêt, • la mise en place de la barrière anti-amphibien le long de la clôture de la zone des travaux. <p>Lors de ses visites, ECO-STRATEGIE a relevé des dégradations ponctuelles de la barrière anti-amphibien suites aux fortes précipitations. Elles ont fait l'objet de réparations.</p> <p>Un point de vigilance est relevé concernant leur non remise en place systématique aux points de passage du personnel (portillons).</p> <p>Les stations de trèfles souterrains sont situées en dehors de la zone des travaux actuels. Ce secteur n'a pas été inspecté.</p>

Les pieds d'Arabette ayant été coupés lors du fauchage automnal de la végétation sur le dôme du stockage, l'exploitant doit attendre leur repousse pour récupérer les pieds à déplacer. D'après le protocole de déplacement arrêté quelques jours après l'inspection, la seule période possible pour le déplacement de pieds est le printemps 2024 (avril-mai). Le site d'implantation a été sélectionné.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu de l'exploitant qu'il adresse à l'inspection le résultat de l'opération de déplacement des stations d'arabette (rapport de fin de travaux, rapport de l'écologue...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Mesures de suivi

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2023, article 9.1.4
Thème(s) : Autre, PROTECTION DES ESPÈCES PROTÉGÉES
Prescription contrôlée : Les travaux font l'objet d'un suivi environnemental par un écologue afin de s'assurer de la bonne mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction. Ce suivi comporte a minima : <ul style="list-style-type: none"> • un suivi de la propreté du chantier et de la bonne gestion des déchets, • un suivi de l'ensemble des mesures d'évitement, de réduction et de remise en état, • un suivi de la remise en état du site sur les espaces réaménagés en fin de travaux et un suivi en post-chantier dans l'année suivant la fin de la remise en état. Les méthodes utilisées pour effectuer les suivis mentionnés supra sont celles utilisées dans le dossier de porter à connaissance pour constituer l'état initial ou tout autre méthode dont l'équivalence est justifiée. <p>La fréquence des contrôles de l'écologue est adaptée au phasage des travaux et aux périodes de sensibilité écologique.</p> Ces suivis font l'objet de comptes-rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les travaux font l'objet d'un suivi par un écologue (société ECO-STRATEGIE). Trois visites ont été réalisées au jour de l'inspection. Les compte-rendus de ses visites ont été communiqués à l'inspection. Leur lecture indique que la prestation est conforme à ce qui est attendu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/12/2023, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux
Prescription contrôlée : Un plan de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après

<p>chaque phase des travaux, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les types d'effluents liquides, • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Le plan des réseaux actualisé a pu être consulté lors de l'inspection (version projet).</p> <p>La version datée du 06 mars 2024 a été transmise à l'inspection.</p> <p>Il est constaté une erreur de sens d'écoulement des eaux collectées par le fossé situé le long de la clôture nord de la zone des travaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de corriger l'erreur constatée et d'adresser un plan actualisé à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 8 : Eaux de ruissellement des surfaces en travaux

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/12/2023, article 4.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau de dérivation (fossés périphériques et merlons) est mis en place afin d'empêcher les eaux de ruissellement sur les surfaces en travaux de rejoindre directement les zones humides et les cours d'eaux périphériques à l'emprise du chantier.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un réseau de dérivation des eaux de ruissellement (fossés) a été créé. Les eaux collectées sont traitées (décantation/filtres à paille) avant de rejoindre le milieu naturel.</p> <p>Il a cependant été constaté que le point de rejet dans la noue des eaux collectées en limite de site le long de la RD 25 était dépourvu de filtre à paille.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de traiter ces eaux comme prévu sur plan de l'annexe 4 de l'arrêté complémentaire du 04/12/2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 9 : Surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/12/2023, article 8.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none">• au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par les travaux (a) ;• une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premières habitations des hameaux les plus proches, et du maraîcher situé lieu-dit « La Borne Pillot », sous les vents dominants (b) ;• une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). <p>Une première campagne de mesures est effectuée avant le début effectif des travaux. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires en matière de représentativité des échantillons prélevés, de justesse et de traçabilité des résultats.</p>
Constats : L'exploitant a fait réaliser 2 campagnes de mesure des retombées de poussières au moyen de 3 stations : station témoin située à 350 m au nord de la base vie du chantier, station 1 située en limite nord est de l'aire de stockage des matériaux au niveau des serres, station 2 vers la ferme de la Borne Pilot. Le choix des emplacements n'appelle pas de remarque particulière. Les mesures ont été réalisées selon la norme NF X 43-014 (jauge Owen) <u>Campagnes :</u> <ul style="list-style-type: none">• du 18/09/2023 au 11/10/2023 avant le démarrage des travaux : le rapport mentionne de faibles retombées sur les 3 stations (< 35 mg/m²/jour)• du 20/11/2023 au 20/12/2023 (18 jours de précipitation) :<ul style="list-style-type: none">◦ témoin 40,7 mg/m²/jour◦ station 1 : 79 mg/m²/jour◦ station 2 : 28,9 mg/m²/jour. <p>Les valeurs mesurées sont faibles au regard de l'objectif retenu de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/12/2023, article 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans les 3 mois suivant la date de début des travaux, puis pendant la phase 3 de réaménagement du stockage. Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dans les conditions représentatives du chantier.

Les résultats de ces mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a produit une étude sonométrique datée du 18/01/2024.</p> <p>Elle conclut au respect des valeurs d'émergences réglementaire au niveau des zones où elles ont été mesurées.</p> <p>Cependant, la lecture du rapport appelle les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> la durée de mesurage aux points d'observation est d'1 heure, ce qui paraît court pour caractériser leur situation sonore sans justification particulière, la mesure du bruit ambiant et du bruit résiduel n'ont pas été réalisés dans des conditions météorologiques identiques ou proches, le hameau La Verchère, identifié comme zone à émergence réglementée à l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/12/2023, n'a pas été pris en compte dans l'étude. <p>L'inspection des installations classées est réservée quant à la validité des conclusions de l'étude.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de prévoir prochainement une nouvelle campagne de mesures prenant en compte les remarques ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Eaux de ruissellement sur les aires étanches

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/12/2023, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le lavage, le ravitaillement en carburants et le stationnement prolongé des camions et engins de chantier, sont réalisés sur des aires étanches, entourée par un caniveau (ou en pointe diamant) reliées à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être traitées avant rejet, par un décanteur séparateur d'hydrocarbures.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une aire dédiée au stationnement et au ravitaillement des engins a été aménagée sur le site. D'après les informations et les documents fournis par l'exploitant, elle comporte une structure d'étanchéité et de drainage (film PE 500 µm et réseau de mini drains PP entre 2 géotextiles anti-poinçonnement) recouverte par des matériaux tout-venant. Les eaux drainées sont dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures.</p>
Type de suites proposées : Sans suite